

DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE

Changement de paradigme économique

*Le temps n'est rien, l'emploi du temps est tout.
Il suffit pour la vérité, d'apparaître une seule fois dans
un seul esprit, pour que rien ne puisse l'empêcher de tout
enflammer.*

Theillard de Chardin

Introduction

Si la démocratie est le régime politique dans lequel le citoyen a le pouvoir, le régime dans lequel nous vivons actuellement n'en est pas une. Ce régime est une ploutocratie, c'est-à-dire le pouvoir par, et pour les riches. Le pouvoir est détenu par une classe économique qui a fondé son emprise sur une idéologie et des croyances que nous appellerons ici l'économisme. À cause de leur nature quasi religieuse et parce que ces croyances irrationnelles ont déjà fait leur chemin dans toutes les strates de la société, je ne suis pas certain que des arguments rationnels pourront convaincre et renverser la vapeur. C'est pourquoi je laisse cette noble tâche à d'autres. La plupart des idées soulevées ici ont été largement documentées et une documentation bibliographique et vidéographique sera proposée à la fin de ce texte. S'il est vrai que, selon le dicton, on ne peut battre une idée que par une meilleure idée, je fais le pari qu'on peut battre un système qui sert les intérêts d'un petit nombre, par un système qui sert les intérêts de tous. C'est un pari démocratique et une simple question de justice.

Il ne s'agit pas de démontrer que l'économisme est en train de détruire le monde. Cette démonstration a été largement effectuée et continue hélas d'être élaguée par la galopante dégradation de nos institutions, de nos gouvernements, des conditions de vie de populations entières et de notre environnement. L'économisme sert des intérêts privés au détriment de notre intérêt collectif. Nous assistons à une mainmise sans précédent de l'argent sur la vie collective et politique de nos sociétés, de sorte que toutes les décisions vitales pour notre bien être et notre survie, nous échappent totalement. Afin de trouver une voie de sortie hors de ce labyrinthe économiste, il nous faut d'abord comprendre sa nature et son fonctionnement. Je vais énumérer les quatre croyances principales sur lesquelles sont fondé l'économisme. Je pourrais tout aussi bien employer les mots mensonges ou supercheries à la place de croyances. J'ai choisi ce mot par égard à tous ceux qui aident à perpétuer ce système de bonne foi, simplement parce qu'ils y croient, et ils sont légion.

Je propose des alternatives démocratiques ou collectivistes pour chacune de ces croyances et, puisque ce travail à été très bien fait par d'autres, plutôt que de m'acharner à faire des démonstrations chiffrées et solidement argumentées, que j'aurais d'ailleurs peine à faire, je suggère de les considérer simplement comme d'autres croyances, comme un autre credo, préférable au précédent, puisque, une fois mis en place, il servira les intérêts de tous. C'est un parti pris démocratique. J'appelle donc à un changement de paradigme (*conception théorique dominante qui a cours à une certaine époque dans une communauté*) en matière d'économie.

Ce nouveau paradigme sera basé sur la coopération démocratique, qui vise la prise en main de notre destinée dans un contexte de survie nationale et planétaire.

Si la laïcité passe par la séparation des églises de l'État, la démocratie passe par la séparation du pouvoir économique de l'État.

DÉMYSTIFIONS QUELQUES CROYANCES ÉCONOMISTES ET PROPOSONS DES OUTILS DE REMPLACEMENT

Première croyance :

La liturgie économiste est basée sur un principe unitaire : quand un politicien ou un économiste parle d'économie il dit "L'ÉCONOMIE ", comme s'il n'y avait qu'une seule économie. L'économie est unique comme il n'y a qu'un seul DIEU. C'est faux.

Tous les discours des économistes sont manifestement basés sur la foi en cette prémisse. Force est de constater qu'il y a un réel problème à parler d'économie au singulier, comme si les économies ci-après nommées *économie réelle* et *économie financière* n'étaient qu'une seule et même chose, ce qui constitue une immense supercherie. Les chiffres de l'une faussent complètement les chiffres de l'autre, de sorte que nous nous retrouvons dans un incroyable scénario-fiction où, plus l'économie va bien, plus le monde va mal!

Décrivons les deux principales économies

La première est l'économie réelle soit la production de valeur basée sur le travail au sens large : l'éducation, la santé, l'agriculture, la famille, ainsi que l'industrie du secteur primaire, des ressources, le transport, etc., bref, tout ce qu'on pourrait appeler l'économie de base, celle dont un pays a besoin pour fonctionner. On pourrait l'appeler aussi l'économie de la production de valeur par le travail. Ici c'est le travail, et exclusivement le travail, qui produit de la valeur réelle qui profite à l'ensemble de la société par opposition à la richesse, que certains individus, ou corporations accumulent.

La deuxième est l'économie financière, basée sur la possession du patrimoine lucratif, la possession et l'exploitation de l'outil de travail comme les usines, les commerces, l'exploitation des ressources, le prêt à l'investissement et le prêt en général, contre retour d'investissement, ainsi que la spéculation sur les marchés, y compris le marché de la dette et celui du travail. C'est une économie génératrice d'une très grande richesse pour un petit nombre seulement d'individus, elle est basée sur une ponction exercée sur l'économie réelle, et donc sur le salaire d'autrui. Elle ne produit aucune valeur réelle, mais seulement une accumulation de capital pour un petit nombre.

Il existe **une troisième** économie, celle-là souterraine, et qui s'imbrique dans les deux premières de façon insidieuse, mais très importante. Le discours économiste l'ignore la plupart du temps pour des raisons évidentes. C'est la corruption, l'évasion fiscale, les effets de la collusion, et toutes les activités criminelles. L'ampleur de cette économie est gigantesque et vient fausser les chiffres des deux autres économies par divers stratagèmes, dont l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Ces activités sont antidémocratiques et servent aussi des intérêts privés.

Le premier pas vers la démocratie est de dissocier la valeur réelle du travail d'avec celle des profits accumulés en richesses pour les investisseurs privés, parce que le profit constitue en fait une ponction réalisée sur la valeur réelle générée par le travail de la population. Il s'agit en somme de ne pas confondre productivité et profits.

Chaque fois qu'un économiste parle de l'économie, du PIB, de la croissance économique, de l'investissement et de la dette, il introduit les données du capital privé dans celles de l'économie réelle. Il s'agit d'un subterfuge, d'un mensonge, qui sert des intérêts privés au détriment de l'intérêt public. Il le fait peut-être de bonne foi, mais il n'a pas vraiment réfléchi à la question. Il croit ce que ses professeurs lui ont enseigné, il répète simplement son credo.

Deuxième croyance :

Il est nécessaire que l'investissement soit financé par le crédit contre retour sur investissement, de même qu'il est légitime que le gouvernement contracte des dettes pour investir dans ses infrastructures et que ces dettes soient éventuellement remboursées à ses créanciers. Faux.

Quand un banquier prête de l'argent, il le crée du même coup. Il n'y a aucune raison pour que l'État ne puisse lui-même créer sa propre monnaie. Cette croyance, comme les autres, n'a aucun fondement rationnel. Cela relève de la croyance idéologique. L'investissement devrait plutôt être financé par la subvention générée par l'impôt, la cotisation sociale et par la **création monétaire**. En Europe, il est facile d'imaginer les pays membres de L'UE revenir à leur monnaie nationale respective pour les besoins de l'économie nationale, et de garder une monnaie commune pour tout ce qui est international. D'ailleurs, beaucoup de voix s'élèvent dans ce sens. Il en va de même pour toute nation ou fédération.

Le deuxième pas vers la démocratie est de comprendre que le crédit est le principal outil de création monétaire et que cette prérogative a été arbitrairement rétrocedée aux banques par les

gouvernements. Depuis la dématérialisation de la monnaie le 15 août 1971 (l'abolition de l'obligation d'une réserve de garantie en or par Richard Nixon), c'est la monnaie de la banque centrale qui garantit la masse monétaire par la création discrétionnaire de celle-ci. C'est un monopole rétrocédé aux banques par les gouvernements. Ces banques, malgré une façade apparemment publique (banque centrale), servent les intérêts privés de leurs actionnaires tout comme les autres banques. Cette fameuse dette, qui est composée principalement d'intérêts composés, ce qu'on appelle pudiquement le service de la dette, n'est pas justifiable du point de vue de la démocratie citoyenne. C'est un outil d'asservissement et de contrôle mis en place par la classe économique, qui lui sert de prétexte pour exiger des mesures d'austérité pour être remboursé, alors que cet argent-dette a été créé à partir de rien.

Troisième croyance :

La propriété privée du patrimoine et de l'outil de travail est naturelle et nécessaire. Donc, il est tout aussi naturel et nécessaire que des propriétaires en tirent des profits privés. C'est faux.

Si on en tire des profits, c'est qu'on exploite le travail accompli sur ce patrimoine. Si on le vend, on ne produit rien, on le dilapide. On ne produit pas de pétrole, on le brûle. Si on vend des légumes produits sur la terre familiale, on ne vend strictement que son travail. Si on tire des revenus d'un beau paysage par le biais du tourisme, on vend son travail d'hôtelier et de restaurateur. Si la propriété de l'outil de travail génère des profits pour le propriétaire, la réponse démocratique évidente à cet état de choses serait la copropriété d'usage ou d'exploitation, qui ne réalise pas de profit, mais des surplus redistribués en salaires, dividendes et réinvestissements. La coopérative, dont tous les membres sont actionnaires, est à la base de l'économie sociale. Au Québec, environ 15% du PIB provient des coopératives. Dans ce nouveau paradigme, tout le secteur social de l'économie pourra viser à éventuellement devenir la propriété de tous.

Le troisième pas vers la démocratie sera de considérer que le patrimoine n'est pas producteur de valeur, il est une valeur déjà produite.

Quatrième croyance :

L'existence du marché du travail est naturelle et nécessaire et le filet social (l'aide sociale, les pensions de vieillesse, les allocations familiales, etc.) est issu de la solidarité, ou même de la charité. Faux

Distinguons trois sortes de travail :

1) le travail rémunéré par un employeur où le salaire est attribué au poste occupé par le travailleur.

Toute ponction exercée sur le salaire d'autrui ne peut, en aucun cas, être interprétée comme une production de valeur. Donc, les profits réalisés par l'employeur ne peuvent pas être considérés comme une valeur puisqu'en fait, c'est une ponction sur la valeur réelle du travail d'autrui. C'est de l'argent détourné. Le marché du travail est le parasite du travailleur qui lui, produit une valeur réelle, mais elles est en partie ponctionnée, convertie en capital privé.

2) le travail autonome par contre, produit une valeur, mis à part les taxes et les cotisations, qui revient entièrement au travailleur.

3) le travail non reconnu comme travail par le marché du travail, mais sans lequel celui-ci s'effondrerait sur lui-même : le travail des femmes (ou des hommes) au foyer, les aidants naturels, les bénéficiaires d'allocations familiales, les retraités, les malades qui jouent un rôle économique énorme et qui font vivre toute une industrie, les bénéficiaires d'aide sociale qui s'occupent de leurs enfants, de leurs parents, les bénévoles, etc. Tous ces gens créent de la valeur économique par leur existence même, et par leurs interactions dans la société. Qui est le véritable parasite? Le malade, ou celui qui tire profit de la maladie?

Le revenu de base, ou revenu d'existence ou encore le salaire universel, qui rémunérerait tous les citoyens sans égard à leur fonction en vertu d'un principe d'égalité citoyenne, laisserait une grande place pour le travail véritablement choisi, et donc éminemment plus productif. En fait, il faut admettre que ce salaire universel existe déjà. Il est simplement versé sous différentes appellations, ce qui a pour

effet d'attribuer une valeur morale au salaire reçu, et d'en multiplier les coûts par ses multiples administrations. Il n'en coûterait pas plus cher d'établir une rémunération universelle du citoyen. Tout citoyen étant consommateur est créateur de richesse. En plus, sauf exception bien sûr, de produire une valeur réelle pour la société.

En économie un plus un égal deux ($1 + 1 = 2$) parce que les chiffres un (1), et deux (2) sont les représentations de valeurs marchandes considérées du point de vue du marché, celui du travail, de l'immobilier, du marché boursier ou celui du commerce au détail, etc. C'est donc une valeur marchande relative. C'est une valeur qu'on peut acheter et revendre avec profit, ou prêter contre retour d'intérêt. C'est une convention pratique, mais elle a le défaut d'être complètement fautive, et le fait d'y croire comme en une vérité absolue relève de la croyance religieuse. En aucun cas un plus un égal deux ($1 + 1 = 2$). C'est une pure abstraction. La valeur marchande attribuée à une quelconque marchandise est hautement arbitraire et dépend d'un nombre incalculable de facteurs. Les marchés, les monnaies et les taux financiers fluctuent, les appétits des marchands et les exigences des marchés varient comme la température. Il s'agit d'une convention marchande.

La valeur produite par les citoyens sans emploi rémunéré par un employeur est une valeur non marchande, une valeur sans prix, qui n'en est pas moins une valeur économique parce qu'elle crée un équilibre et un environnement propice à l'économie. Elle est complètement ignorée par le calcul économiste, puisque qu'elle ne profite pas directement au marché (aux investisseurs). Elle constitue une sorte de système d'exploitation, indirecte, mais bien réelle, d'une énorme partie de la population. On commence certes, à parler de coût social et de coût environnemental, mais justement, c'est la société qui doit assumer le coût social. Quant au coût environnemental, on a même commencé à le marchandiser avec la taxe du carbone. Le poisson ne peut subsister sans eau, personne ne peut créer de la valeur, ou réaliser des profits, sans la société entière qui crée un environnement de production et de consommation propice.

Tout citoyen crée de la valeur économique. Il faut simplement se débarrasser du libellé solidarité sociale puisque cette solidarité (économique) n'existe pas. C'est un subterfuge pour définir le travail exclusivement en terme de profit.

Le quatrième pas vers la démocratie sera de considérer que l'activité humaine en général, vivante, est productrice de valeur, et que le profit ponctionne cette valeur qui devrait revenir, pour être juste et équitable, à toute la société.

Le cinquième pas

Les quatre premiers pas sont des prises de conscience. Le cinquième pas vers la démocratie et les suivants sont des actions, toute action, de tout un chacun, qui va dans le sens d'un changement de paradigme économique dans notre société.

Merci d'avoir lu, et bonne promenade,

Ébud Selrahc